



Profitant de la période estivale et des congés d'été, le gouvernement a adopté des lois structurantes qui visent à démanteler notre modèle social : protection sociale, statut de la fonction publique, code travail, assurance chômage...

Avec ces « contre réformes », le président répond aux exigences du MEDEF.

Sur la retraite, le rapport Delevoy préconise l'instauration d'un « système à point », la disparition des régimes spéciaux, une décote pour les départs avant 64 ans, l'allongement de la durée de cotisation...

Ce projet néfaste ne prévoit aucune augmentation de la part du PIB consacré aux retraites alors que le nombre de retraités ne va cesser de s'accroître. Cela diminuera mécaniquement les retraites et les pensions de tous et toutes alors que des droits nouveaux sont à conquérir notamment :

- Des retraites égales pour les femmes comme pour les hommes,
- La prise en compte de la pénibilité du travail, des carrières longues, des années d'étude et aménagement des fins de carrière,
- Un minimum garanti pour toutes et tous (pas de pension inférieure au SMIC).

Ce projet vise à faire des économies sur le dos des retraités et futurs retraités ! Cela veut dire travailler plus longtemps et gagner moins !

Pourtant, les moyens financiers existent pour financer les services publics, la protection sociale, l'éducation nationale.

Ainsi, avec 51 milliards versés sur le premier trimestre par les sociétés du CAC40, la France est championne d'Europe du versement de dividendes !

La jeunesse n'est pas épargnée non plus : La rentrée universitaire 2019 s'annonce particulièrement difficile, avec l'augmentation du coût de la vie étudiante, conduisant à une précarité grandissante et à des conditions d'études dégradées.

Cependant, dans de nombreuses entreprises des salariés sont mobilisés pour de meilleurs salaires, pour l'emploi, les services publics ...

Le mardi 24 septembre, journée de grève et manifestations sera l'occasion pour toutes et tous de se faire entendre. Tous ensemble, il s'agira d'organiser la mobilisation dans les entreprises, les services publics.

Exigeons l'augmentation des salaires, des créations d'emplois dans les services publics pour répondre aux besoins de la population, la possibilité d'un départ à la retraite dès 60 ans à taux plein.

Urgence climatique, urgence sociale, même combat : c'est le cas de la lutte en cours contre la privatisation d'ADP, qui s'inscrit dans la défense des services publics. C'est le cas également de la mobilisation pour le « train des primeurs » menacé de fermeture par le gouvernement.

Tous ensemble partout où c'est possible, organisons une forte journée de grève et une manifestation unitaire interprofessionnelle **le mardi 24 septembre**. Une date qui permettra d'unifier la colère sociale qui gronde dans différents secteurs (SNCF, RATP, Hôpitaux et ses Urgences, Finances Publique...). **Rendez-vous 14h Place de la République.**

Dès le 25 septembre, faisons « le bilan » des luttes en cours et décidons des suites en organisant des assemblées générales des prolongements à donner pour imposer nos revendications.

Montreuil, le 10 septembre 2019